

Les crédits

voulaient l'entendre en campagne électorale et dans le temps qu'il était dans l'opposition. C'est inacceptable d'avoir dit de telles choses et de laisser tomber, de laisser à elles-mêmes les usines militaires qui réclament aujourd'hui à hauts cris une aide gouvernementale, et le gouvernement reste muet devant ces demandes.

Finalement, le porte-parole de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie d'alors concluait de façon réaliste: «Si nous n'élaborons pas une politique de reconversion de la défense pour les années 1990, nous pourrions perdre des dizaines de milliers d'emplois.» Mais si le gouvernement libéral d'aujourd'hui est conscient de tout cela, comment se fait-il qu'il ne bouge pas? Il l'a dit, il semble avoir toutes les données du problème, il est conscient qu'on va perdre des emplois, qu'on a commencé à en perdre, on en a déjà 11 000 de perdus, cela va en escaladant et il ne bouge pas. Le mot de passe pour l'élection du Parti libéral lors des dernières élections, c'était *jobs, jobs, jobs*. Il y aurait là un effort à faire de la part du gouvernement, il devrait y avoir une aide accrue de la part du gouvernement pour dégager un fonds pour venir en aide aux industries militaires qui ne font que demander cela.

[Traduction]

Mme Jan Brown (Calgary-Sud-Est): Monsieur le Président, j'ai quelques observations générales à faire, mais le député ne voudra pas nécessairement répondre.

Il me semble que, lorsque nous prenons la parole à la Chambre pour critiquer le gouvernement, nous avons l'obligation de proposer des solutions dont le gouvernement pourrait s'inspirer pour régler les problèmes de l'heure, les problèmes qui nous préoccupent tous.

Ainsi, le député a décrété que l'industrie militaire était chose du passé. C'est peut-être vrai, mais une possibilité que le gouvernement devrait peut-être envisager sans tarder est celle de redéfinir le rôle des militaires au Canada.

Au lieu de critiquer et de dénoncer l'inaction du gouvernement, il serait de loin préférable selon moi de conseiller au gouvernement de chercher à utiliser autrement notre personnel militaire, à transformer notre industrie de défense pour qu'elle s'adapte à la nouvelle situation mondiale. Dans toute l'intervention du député, je n'ai pas relevé une seule proposition constructive.

Le député pose des questions sur la reconversion, mais que dire des problèmes fondamentaux auxquels le Canada fait face aujourd'hui, comme une fiscalité très lourde, une dette énorme, un dollar instable, l'insécurité des agents économiques et un chômage très élevé? Je n'ai pas entendu une seule idée constructive au sujet de ces problèmes qui sont fondamentaux pour le Canada aujourd'hui.

Nous pouvons parler de comités de la Chambre qui vont tourner en rond et décider, peut-être, de se pencher sur la question. Ce sera peut-être le Comité de la défense nationale, peut-être celui de l'industrie et du commerce qui vont examiner la question aujourd'hui. Je crois néanmoins que nous avons l'obligation et la responsabilité, comme députés, de commencer à

étudier ces problèmes fondamentaux, à proposer au gouvernement des idées constructives. Il ne suffit pas de se plaindre de la situation qui existe au Québec. Le chômage au Québec est un problème, mais il l'est tout autant partout au Canada.

J'aimerais que le député réponde à mes observations, s'il le souhaite. Je voudrais connaître son point de vue.

[Français]

M. Lavigne (Beauharnois—Salaberry): Monsieur le Président, pour répondre à ma collègue qui pose la question, je pense qu'elle pourrait lire tout ce que le Parti libéral, dans le temps qu'il était dans l'opposition, a déclaré.

• (1300)

Il y avait là toutes les solutions de rechange. Et ce que j'ai dit dans mon discours, je pense que j'ai critiqué l'inertie du gouvernement. Je n'ai pas critiqué l'impossibilité, parce qu'il y a des possibilités d'aider nos entreprises militaires à la reconversion. Et le Bloc québécois a proposé de créer un fonds d'aide. D'ailleurs, le Parti libéral était d'accord à ce qu'on crée un fonds pour aider les entreprises à la reconversion. Les syndicats, la CSN et la FTQ, le gouvernement libéral du Québec, attendent après les interventions du gouvernement fédéral qui est devant nous, mais rien ne se fait, je regrette.

Il y a une usine dans mon comté dont 70 p. 100 des commandes étaient faites par l'armée canadienne. Elle faisait des obus, de la poudre à canon. Maintenant, les commandes diminuent, diminuent, diminuent. Ils ont décidé de se diriger vers la revitalisation des sols contaminés. Ils ont leurs ingénieurs, ils ont leurs architectes, leurs chimistes. Il y a toute une série d'individus compétents en train de travailler sur un projet comme ça. Ils ont besoin d'un appui qui pourrait venir de la part du gouvernement. Pas nécessairement de l'argent, mais seulement une aide technique. Peut-être qu'ils en auraient besoin, mais le gouvernement les laisse tomber, le gouvernement est muet devant leurs demandes. Pourtant, pour parler d'économie, c'est vrai qu'on doit 500 milliards de dollars de dette et il n'est pas question d'augmenter une dette indûment. Mais on sait que, par contre, on laisse le chômage augmenter. Juste dans le monde de l'industrie, depuis les quatre dernières années, on a perdu 11 000 emplois.

Pourtant, le gouvernement d'en face n'hésite pas à mettre un milliard de dollars pour créer soi-disant 45 000 emplois avec son programme d'infrastructure. On ne lui demande pas de mettre un milliard de dollars dans la restructuration des industries militaires, mais qu'il y ait au moins des experts, une aide, pour sauver les gens qui sont déjà dans ces usines. Si on attend de mettre la clé dans la porte et de faire d'autres chômeurs, ce n'est pas cela non plus qui aidera l'économie.

On a un taux de chômage qui est déjà beaucoup trop élevé. Donc, le gouvernement d'en face devrait se faire un devoir de venir à la sauvegarde de ceux qui ont déjà leur emploi, avant qu'ils ne les perdent. Comme je vous disais tout à l'heure, qu'est-ce que ça donne au gouvernement, avec son programme d'infrastructure, de créer un emploi d'un côté s'il n'aide pas les gens de l'industrie militaire et qu'il perde deux emplois de l'autre côté. Il n'est pas avancé, il recule.